

REQUETE AUX FINS D'OUVERTURE D'UNE PROCEDURE DE CONCILIATION

(Articles L. 611-6 et R. 611-22 du code de commerce)

Identification de la personne déposant la demande

Nom de naissance :

Nom d'usage :

Prénoms :

Né(e) le

à

Nationalité :

Domicile :

Qualité¹ : Dirigeant d'une société

Entrepreneur individuel (personne physique)

Assisté(e) ou représenté(e) par :

Identification de l'entreprise en difficulté

N° SIREN :

Forme juridique (si société) :

Dénomination (si société ou EURL) :

Enseigne :

Immatriculation au : RCS et/ou Répertoire des métiers ou Non inscrit

Régime particulier : EURL Auto-entrepreneur Néant

Adresse du siège social (si société) :

Adresse de l'établissement principal :

Activité :

Code APE/NAF :

Date de début d'activité :

Capital social (si société) :

Libération totale

Libération partielle

Coordonnées	Informations importantes
Téléphone :	Date de cessation des paiements ² (le cas échéant) :
Portable :	Nombre de salariés (à ce jour) :
Fax :	Chiffre d'affaires du dernier exercice :
Email :	Date de clôture du dernier exercice :

¹ Pour une EURL, cocher « dirigeant d'une société ». Pour une EURL, cocher « entrepreneur individuel (personne physique) ».

² Date à partir de laquelle il a été impossible de faire face au passif exigible à l'aide de l'actif disponible, c'est à dire la date à laquelle l'entreprise n'a plus été en mesure de régler ses dettes (confer l'article L. 631-1 du code de commerce).

	Date de clôture	Chiffres d'affaires HT	Résultat net
Année N-1			
Année N-2			
Année N-3			

Exposez succinctement les difficultés juridique, économique ou financière, avérées ou prévisibles, de l'entreprise, ainsi que :

1. la situation économique, financière, sociale et patrimoniale de l'entreprise,
2. ses besoins de financement ainsi que, le cas échéant, les moyens d'y faire face

Exposez l'intérêt de l'ouverture d'une conciliation

ETAT DU PASSIF (dettes) de l'entreprise ou du patrimoine affecté (EIRL)

Créanciers (Nom, prénom & adresse /dénomination & siège)	Échu et exigible ³	A échoir ⁴	Echéancier ⁴
<i>Salariés :</i>			
<i>Établissements financiers (prêts, découverts, mobilisation de créances...) :</i>			
<i>Dettes fiscales et/ou sociales :</i>			
<i>Autres dettes (fournisseurs, crédits-bails, bailleur, divers...) :</i>			
TOTAL DU PASSIF (échu et à échoir) :			
TOTAL GENERAL :			

³ Dettes exigibles = dettes arrivées à échéance et pouvant être immédiatement réclamées par le créancier
 Dettes à échoir = dettes non encore arrivées à échéance

⁴ Préciser s'il y a lieu si la dette fait l'objet d'un échéancier négocié et si oui le délai obtenu

ETAT DES ACTIFS de l'entreprise ou du patrimoine affecté (EIRL)

Description	Montant
<i>Immobiliers (murs du fonds, maison, terrain... appartenant à la personne exerçant l'activité) :</i>	
<i>Éléments corporels (matériels, mobiliers d'exploitation, véhicules, stocks...) :</i>	
<i>Éléments ou immobilisations incorporels (fonds de commerce, droit au bail, brevets, marques...) :</i>	
<i>Dû par les clients (compte client, net de mobilisation) (Mentionnez les principales créances, puis donnez une estimation globale des autres créances) :</i>	
<i>Titres et participations dans d'autres personnes morales :</i>	
<i>Crédits de TVA, crédit d'impôts sur les sociétés (carry-back), dégrèvements divers... :</i>	
TOTAL GENERAL :	

Situation de trésorerie			
Banques	Disponible	Découvert	
	(seulement si solde positif)	Autorisé	Utilisé
Caisse :			Solde :

[Noms et coordonnées des partenaires de l'entreprise :](#)

Avocat(s) :

Notaire :

Expert-comptable :

Banques :

Nom de la banque	Adresse de l'agence	Nom de l'interlocuteur	Numéro de compte

Assurances :

Compagnie	Nom et adresse de l'agence	Nom de l'interlocuteur	N° et objet du contrat

SALARIES

Existe-t-il des instances en cours devant le Conseil des Prud'hommes : oui non

Si oui, nom de l'avocat de l'employeur :

- Existe-t-il un comité d'entreprise : oui non

- À défaut, des délégués du personnel : oui non

Prénom, nom et adresse des membres du comité d'entreprise ou à défaut, des délégués du personnel – Précisez la date de fin du mandat :

--	--

L'entreprise est-elle en mesure de faire face au paiement des prochains salaires ? oui non

Documents joints à la requête d'ouverture d'une procédure de conciliation	Oui	Non
Extrait d'immatriculation au RCS (Kbis) ou au Répertoire des Métiers (<i>joindre un avis INSEE pour les non-inscrits</i>)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Etat des créances et des dettes accompagné d'un échéancier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
État actif et passif des sûretés et engagement hors bilan (<i>état complet disponible au greffe, service privilèges et nantissemements ou sur www.infogreffe.fr</i>)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Comptes annuels des trois derniers exercices	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tableau de financement ainsi que la situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible des trois derniers exercices (<i>si ces documents ont été établis</i>)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la convention mettant à la charge du débiteur, du seul fait de la désignation d'un conciliateur, les honoraires du conseil auquel le créancier a fait appel (<i>si elle existe</i>)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

L'entreprise exerce-t-elle une profession libérale soumise à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ? oui non

(*Si oui, désignation de l'ordre professionnel ou de l'autorité*) :

[S'il y a lieu, les nom et adresse de chacun des commissaires aux comptes de la société :](#)

Je soussigné(e) demande l'ouverture d'une procédure de conciliation

- Atteste sur l'honneur l'absence de procédure de conciliation dans les 3 mois précédant la présente demande.

[Et s'agissant du conciliateur :](#)

- Déclare ne pas avoir de conciliateur à proposer au président du tribunal
ou
 Déclare proposer un conciliateur à la désignation du président du tribunal en la personne de
(*Nom et adresse*) :

Dans cette dernière hypothèse, avez-vous convenu avec ce conciliateur des conditions de sa rémunération⁵ ? oui non

(*Si oui, joindre un document les précisant et mentionnant votre accord*)

[Et concernant la prise en charge des frais de la procédure de conciliation demandée :](#)

- Déclare prendre en charge les frais de la procédure de conciliation demandée
ou
 Déclare la prise en charge par un tiers des frais de la procédure de conciliation demandée, en la personne de
(*Nom et adresse du tiers*) :

Fait à _____ le _____

(*Signature précédée de la mention « Certifié sincère et véritable »*)

⁵ Les conditions de la rémunération doivent comprendre les critères sur la base desquels elle sera arrêtée, son montant maximal et, le cas échéant, le montant ou les modalités de versement des provisions (article R. 611-47 du code de commerce).